

Face au désordre international, Genève joue la carte de la stabilité

Promotion Le Département de l'économie et de l'emploi intensifie son soutien aux entreprises. Il entend renforcer l'image fiable du tissu économique du canton.

Emilien Ghidoni

L'année 2025 a été active pour le Département de l'économie et de l'emploi (DEE). Le Canton a doublé ses investissements en faveur de l'innovation et a ouvert un Guichet Entreprises pour aider les sociétés dans leurs démarches administratives. On fait le point.

«Notre canton compte près de 40'000 entreprises, qui génèrent 62,8 milliards de PIB, pose Delphine Bachmann, conseillère d'État en charge du DEE. Parmi ces sociétés, un petit nombre apporte une forte valeur ajoutée, notamment dans les secteurs bancaires, industriels et du négoce.»

Soutien à l'innovation

Toutefois, il reste des poches de croissance inexploitées selon le DEE. C'est pourquoi le département a doublé en 2025 ses investissements en faveur de l'innovation, qui s'élèvent désormais à 8 millions de francs par an.

Ce fonds permet de soutenir des PME émergentes, ainsi que de financer des formations adressées aux dirigeants de sociétés. L'État collabore aussi avec plusieurs fondations pour soutenir les entreprises, comme la Fongit, la FTI ou encore la FAE.

«La FAE s'est par exemple portée garante pour un prêt accordé à l'école de nage Red Whale Swim School. La Fongit, elle, a un rôle d'incubateur de start-up. Elle fournit des locaux et des financements pour diverses entreprises de la tech», détaille Delphine Bachmann.

Autre action importante du DEE en 2025: l'ouverture d'un Guichet Entreprises, qui permet d'orienter les futurs entrepreneurs selon leurs besoins. En l'espace de douze mois, cet organe a traité environ 730 sollicitations. Environ un tiers des bénéficiaires sont des personnes souhaitant se lancer dans le secteur de la vente ou de la restauration.

«Notre Guichet s'améliore en continu, se félicite Alexandre Epalle, directeur général de l'Office cantonal de l'économie et de l'innovation. Il est désormais aussi disponible en anglais.»

Attirer les entreprises étrangères

Le DEE s'implique aussi dans la promotion économique exogène, c'est-à-dire la publicité du canton de Genève à l'étranger. L'année passée, le département a favorisé l'implantation de 24 entreprises dans le tissu genevois. Un chiffre en hausse après une mauvaise année 2024.

«Cela peut paraître faible, mais il faut prendre en compte que nous cherchons des start-up permettant de compléter le tissu économique genevois. Nous ne visons pas l'installation de sociétés à outrance, qui ne ferait que renforcer une concurrence avec celles déjà implantées», précise Alexandre Epalle.

Mais quel type d'entreprises le canton recherche-t-il alors? Les autorités répondent en avançant deux exemples de sociétés arrivées l'année dernière: XTS Commodities, active dans le secteur du négoce, qui créera 10 emplois sur trois ans. La seconde, SolideFinance, gère des systèmes de transactions financières. Elle générera 20 emplois sur la même période.

«Ces entreprises ont été attirées par l'écosystème international implanté à Genève, indique Delphine Bachmann. Nous avons aussi lancé un programme pour attirer les fondations philanthropiques dans notre canton. Les multiples OI et ONG installées à Genève sont aussi un avantage pour elles.» Près de 31 nouvelles fondations se sont installées à Genève l'an passé.

La guerre profiterait-elle à Genève?

Et il se pourrait qu'avec la guerre en Iran, cet avantage compéti-

tif se renforce. Les monarchies du Golfe qui croulent sous les bombes sont des centres de négoce faisant concurrence à Genève. Il se pourrait bien que certains bureaux choisissent de se rapatrier au bout du lac Léman.

«En ces temps de désordre, la stabilité de Genève a tendance à rassurer, analyse la conseillère d'État. Les règles du libre-échange ont volé en éclats et la compétition s'est durcie. Notre administration a un rôle à jouer pour préserver nos atouts historiques, qui sont une valeur refuge.»

Toutefois, Delphine Bachmann entrevoit un nuage à l'horizon: «L'initiative de l'UDC sur la Suisse à 10 millions interroge sur le modèle de croissance que nous désirons. Je reste persuadée que nous pouvons trouver un équilibre entre développement et bien-être de la population, sans nous refermer sur nous-mêmes.»

Le conflit au Moyen-Orient occasionne un «impact matériel» sur Cointrin

AÉROPORTUAIRE. La direction de l'Aéroport international de Genève estime les pertes financières liées au conflit en Iran à 650.000 francs par semaine. Elle vise 18 millions de passagers en 2026.

Laure Wagner

Après un début d'année porté par une météo favorable au tourisme hivernal, le ciel s'est assombri en mars pour l'Aéroport international de Genève (AIG). L'offensive américano-israélienne sur l'Iran le 28 février dernier a des conséquences directes sur le trafic passager, a reconnu Jean-François de Saussure en conférence de presse mardi. «L'impact est matériel», a souligné le nouveau directeur de l'établissement en poste depuis le 1^{er} novembre 2025, en faisant état d'«une perte proche d'un demi-million de francs par semaine» sur les redevances aéroportuaires.

La vulnérabilité du fret

Onze compagnies aériennes ont réduit ou suspendu leurs opérations, affectant autant de destinations. Parmi elles figurent Emirates, Etihad, Qatar Airways ou encore la compagnie israélienne El Al, qui opéraient jusqu'ici des liaisons quotidiennes, parfois multiples, a détaillé Jean-François de Saussure. A cela s'ajoute une perte de 200.000 francs hebdomadaires sur les revenus commerciaux liés notamment aux commerces, parkings et restaurants. Ce qui porte le total des pertes financières à 650.000 francs par semaine. «Si la crise venait à se prolonger, cela pourrait affecter les résultats budgétaires pour



Voyages. Les compagnies estiment «un renchérissement de l'ordre de 5 à 10 francs sur le prix des billets» pour les vols européens, a relayé Jean-François de Saussure, directeur de Genève Aéroport.

2026», a alerté le directeur de l'AIG.

Le fret constitue un autre point de vulnérabilité pour Genève Aéroport. Dubaï représente à lui seul près de 30% des volumes traités par la plateforme genevoise, or «là aussi, les activités sont à l'arrêt», a déploré Jean-François de Saussure. Le directeur nuance toutefois ce tableau en mettant en avant «une croissance sur les vols directs vers l'Asie». «Nous avons deux

compagnies, Air China sur Beijing et China Eastern sur Shanghai, qui opèrent des vols extrêmement bien fréquentés, en récupérant des passagers qui, avant la crise, passaient par le Golfe», a-t-il assuré.

L'impact de la hausse du prix du kérosène

La guerre au Moyen-Orient aura aussi un impact direct sur la hausse du prix du kérosène. Les compagnies estiment «un renchérissement de l'ordre de

5 à 10 francs sur le prix des billets» pour les vols européens, a relayé Jean-François de Saussure. Et le directeur d'ajouter que cette hausse «ne peut pas encore être reportée sur les prix à court terme», car le contexte pèse sur la demande. Les compagnies observent «une grande frilosité des passagers», qui tendent à différer leurs réservations. Dans ce contexte, la direction de l'aéroport affirme avoir «une gestion extrêmement

prudente avec des perspectives très conservatrices» pour 2026.

Cette situation intervient après une année 2025 déjà marquée par une croissance modérée pour l'AIG (*lire ci-dessous*). Le trafic passager n'a progressé que de 0,3% par rapport à 2024, alors que Zurich affiche une hausse de 4,5% et Bâle-Mulhouse de près de 8%, a comparé Jean-François de Saussure. Qui explique cet écart en partie par les restrictions budgétaires qui affectent la Genève internationale.

«Si le nombre de conférences tenues à Genève s'est maintenu au même niveau que l'année précédente, les voyages de

fonctionnaires internationaux s'inscrivent dans une baisse que nous estimons à l'heure actuelle d'environ 13%», a indiqué le directeur de l'AIG. La population concernée qui représentait 34.000 personnes était elle-même en recul de 10% à 13%, selon le directeur. Avec un total de 17,85 millions de passagers en 2025, Genève Aéroport n'a pas encore retrouvé son niveau de fréquentation de 2019. A moyen terme, la direction anticipe une stabilisation du trafic autour de 18 millions de passagers cette année. «Nous ne nous attendons pas à dépasser ce plateau», a commenté Jean-François de Saussure. ■

Des recettes en progression

Genève Aéroport a vu ses recettes progresser l'an dernier, enregistrant un afflux de passagers proche de celui d'avant la pandémie. Le chiffre d'affaires a atteint 539 millions de francs, soit un gain de 1% par rapport à l'année précédente, a annoncé mardi l'exploitant du tarmac genevois en mains du canton. La fréquentation est restée stable sur un an (+0,3%) à 17,85 millions de passagers et se maintient à proximité de son niveau d'avant-Covid (-0,4%).

Dans le détail, la part des revenus aéronautiques représente 65,2% des revenus, en hausse de 2,2% par rapport à 2024. La part des revenus non aéronautiques (commerces, parkings, loyers, notamment), en repli de 1,1%, s'inscrit à 34,8% du total des recettes.

L'excédent brut d'exploitation est stable à 211,4 millions et la marge correspondante atteint 39,2%, après 39,6%.

Le bénéfice net a quant à lui reculé à 52,9 millions, contre 55,2 millions en 2024. L'entreprise juge ce résultat «satisfaisant, dans un contexte de croissance de trafic très modérée». (awp)

G7: les entreprises somment l'État de les protéger

Sécurité À moins de trois mois du sommet à Évian, la FER réclame des mesures claires, redoutant blocages et dégâts. Les hôtels enregistrent déjà des annulations.

Aymeric Dejardin-Verkinder

Le spectre de 2003 ressurgit dans les milieux économiques genevois. À l'approche du sommet du G7 à Évian, prévu du 15 au 17 juin, la Fédération des entreprises romandes (FER Genève), soutenue par une trentaine d'associations, a interpellé, ce mardi, le Conseil d'État pour lui demander d'agir avant que les tensions ne débordent sur le canton.

En toile de fond, le souvenir encore vif du G8 d'Évian, il y a 23 ans: quatre jours de pillages et de déprédations à Genève, plus de 40 commerces et entreprises touchés en une seule journée et des dégâts chiffrés à plusieurs dizaines de millions de francs. Dans un courrier adressé au gouvernement, la FER formule trois requêtes. D'abord, l'interdiction de toute manifestation, «y compris et surtout celles à caractère politique», sur le territoire genevois du 10 au 21 juin. Ensuite, la mise en place de protections physiques pour les entreprises exposées aux actes de vandalisme. Enfin, la création d'un mécanisme d'indemnisation rapide pour les sociétés qui subiraient des dégâts ou devraient réduire, voire suspendre, leur activité.

«Plus jamais 2003!»

Dans le commerce et la restauration, l'inquiétude tient autant au souvenir de 2003 qu'à la fragilité actuelle du secteur. «Je reçois des appels tous les jours, assure Flore Teyssiere, secrétaire générale de Genève Commerce et du GPRH (Groupement professionnel des restaurateurs et hôteliers). Les commerçants demandent s'ils devront fermer, se barricader, démonter leurs terrasses ou protéger leurs employés.»

«Plus jamais 2003!» lance-t-elle, estimant que ces secteurs, fragilisés par le commerce en ligne, les chantiers et la hausse des arcades vides, n'ont «plus les



Lors du G8 de 2003, qui s'était déjà tenu à Évian début juin, de nombreux commerces du centre-ville de Genève s'étaient barricadés pour résister aux actes de vandalisme. Magali Girardin

moyens d'absorber un nouveau choc». Elle rappelle aussi que les assurances ne couvrent généralement pas ces risques et que les pertes, actualisées, pourraient atteindre 24 millions de francs.

Du côté des transports routiers, André Genecand, président de l'Association suisse des transports routiers (ASTAG), insiste sur la dépendance du canton à des flux logistiques continus. «Sans les entreprises de livraison et d'approvisionnement, Genève ne fonctionne pas», prévient-il. Il demande une vigilance particulière sur la moyenne ceinture, l'autoroute de contournement ou encore les pénétrantes vers le centre-ville.

Annulations dans les hôtels

Le président de l'ASTAG plaide également pour «des mesures de surveillance afin que les autorités puissent intervenir immédiatement en cas de blocage d'axes stratégiques», comme la place Lise-Girardin vers la gare

ou les ponts du Mont-Blanc et de la Coulouvrenière.

Dans l'hôtellerie, l'incertitude pèse déjà sur les réservations. «Genève n'est pas seulement une ville, Genève est une marque. Et une marque, ça se protège», insiste Xavier Rey, vice-président de la Société des hôteliers de Genève (SHG). Il affirme que des annulations sont déjà enregistrées pour juin, mois crucial pour la branche, avec un recul provisoire de 10 à 15% par rapport aux années précédentes sur cette période.

Dénonçant le «flou» des autorités entourant le dispositif prévu, la FER durcit le ton. Arnaud Bürgin réclame des consignes immédiates et claires: faut-il basculer des employés en télétravail, barricader les vitrines, stocker des panneaux de bois?

«Actionner l'État en responsabilité»

Et si les réponses du Conseil d'État ne sont pas jugées suffisantes, la FER menace d'aller

plus loin en recommandant à ses membres de se protéger eux-mêmes, puis «d'actionner l'État en responsabilité» pour les dégâts, la perte de gain et les frais de protection.

Reste que les autorités n'ont pas encore arrêté toutes leurs décisions. Une éventuelle manifestation de protestation est toujours «à l'étude». Le Conseil d'État a déjà limité les événements publics au centre-ville du 1er au 28 juin et encourage les entreprises à privilégier le télétravail pendant le sommet. Des contrôles renforcés aux frontières et des renforts militaires et policiers d'autres cantons sont annoncés.

Côté français, l'accès à Évian sera filtré par code QR dès le 11 juin, les liaisons ferroviaires entre Thonon et Évian seront interrompues jusqu'au 17 juin et la navigation sur le Léman sera aussi perturbée.

Pour la FER, tous ces signaux confirment une chose: à moins de trois mois du G7, Genève ne peut plus attendre.

Business activity slumps amid energy cost surge

First surveys of purchasing managers since hostilities began suggest that companies across the globe are rattled

Financial Times Europe

25 mars 2026

OLAF STORBECK — FRANKFURT Additional reporting by Nic Fildes in Sydney, Leo Lewis in Tokyo and Claire Jones in Washington

Business activity around the world has slumped as the Iran war and surging energy costs weigh on confidence, early survey data showed yesterday.

The first closely watched surveys of purchasing managers since the outbreak of the war suggest the conflict is rattling companies from Europe to Australia, as Brent crude prices remain above \$100 per barrel and global supplies of liquefied natural gas tighten.

The Iran conflict “is leaving its first traces”, Commerzbank economists said.

In the Eurozone, the private sector flirted with stagnation in March as business sentiment fell to the lowest level in 10 months at 50.5 points on the purchasing managers’ index (PMI), a measure of activity at companies. That was down from 51.9 in February and lower than the reading of 51 expected by economists.

Private sector activity in the currency area is now hovering just above the crucial threshold of 50 that separates growth from contraction.

The Eurozone survey was “ringing stagflation alarm bells” as prices shot up sharply while growth was taking a hit, warned Chris Williamson, an economist at S&P Global Market Intelligence, which is behind the PMIs.

In the US, business sentiment cooled to an 11-month low of 51.4, amid a slowdown in new orders and higher prices, sparked by the Iran war.

Supplier delivery times in manufacturing also lengthened to the greatest extent since October 2022.

The US economy was already displaying signs of weakening before the war, with the labour market shedding jobs after years of strong growth.

In Australia, business activity fell back into contraction territory for the first time in 17 months as high inflation and concerns about the Middle East conflict damped private sector confidence.

The PMI fell to 47 points in March from 52.4 in February.

“These flash data provide the first look into the extent to which war in the Middle East has rippled through the global economy,” said Eleanor Dennison, also an economist at S&P Global Market Intelligence.

Meanwhile, UK manufacturers signalled the steepest rise in input costs in March since October 2022 as the composite PMI fell to a six-month low of 51 from 53.7. In Japan, private sector activity eased to 52.5 on the index from 53.9 the month before, although both manufacturing and services remained in expansionary territory.

The surveys followed warnings by leading central banks last week that the Middle East war would drive up inflation.

The European Central Bank last week slashed its 2026 growth forecast to 0.9 per cent compared with 1.2 per cent in December. Should oil flows through the Strait of Hormuz be disrupted for a protracted period, growth could fall as low as 0.4 per cent, the ECB said.

In any scenario, the immediate impact on inflation would be “material”, ECB president Christine Lagarde warned on Thursday.

Federal Reserve chair Jay Powell said last week that in the near term, “higher energy prices will push up overall inflation” in the US, although he cautioned that it was too soon to know the scope and duration of the potential effects on the economy.

The Bank of England also cautioned that a severe energy shock could feed into wages and prices across the economy, as it opened the door to higher interest rates.

Traders have reversed their bets on the path of interest rates in many leading economies since US and Israeli strikes on Iran began on February 28.

Bundesrat will reiche Kantone stärker belasten

Die Geberkantone sollten mehr in den Finanzausgleich bezahlen. Sie lobbyierten erfolgreich dagegen.

Doris Kleck

Natürlich: Man soll nie alle Kantone über eine Leiste schlagen. Doch die ersten Zahlen lassen aufhorchen. Der Kanton Zürich präsentierte kürzlich einen Überschuss von 700 Millionen Franken; der kleine Kanton Zug ist immerhin 500 Millionen Franken im Plus. Zumindest den reichen Kantonen geht es also sehr ordentlich, während der Bund nach Sparmassnahmen sucht, um die höheren Ausgaben für AHV und Armee zu finanzieren. Auch die Bevölkerung soll mit der Erhöhung von Sozialabgaben und Mehrwertsteuer kräftig zur Kasse gebeten werden.

Eine Erhöhung der Mehrwertsteuer um 0,3 Prozentpunkte spült dem Bund 800 Millionen Franken in die Kasse. Zug und Zürich könnten den Betrag aus der

Portokasse begleichen – ein zugebenermassen polemischer Vergleich. Auch der nächste Vergleich ist zugespitzt: Mit dem Entlastungspaket spart der Bund 2027 1,4 Milliarden Franken. Das entspricht fast den Überschüssen der beiden Kantone.

Zugleich gehörten die Kantone zu den kräftigsten Lobbyisten gegen das Sparpaket des Bundes. So wollte der Bundesrat zum Beispiel im Rahmen des Entlastungspakets seine Zahlungen an den Nationalen Finanzausgleich reduzieren. Die Kantone lobbyierten erfolgreich dagegen.

Sogar der Bundesrat war dafür

Der Unmut bei den Finanzpolitikern im Nationalrat gegenüber den reichen Kantonen ist aber gross. Anfang Jahr verabschiedete die Kommission ein-

stimmig (!) eine Motion, die Änderungen beim Finanzausgleich verlangt. Sie zielt darauf ab, dass die finanzstarken Kantone mehr Geld in den Finanzausgleich einzahlen. Die Verfassung lässt einen Spielraum zu, wie stark sich die Geberkantone beteiligen müssen – und welchen Teil der Bund übernimmt. Heute liegen die Zahlungen der Kantone beim verfassungsrechtlichen Minimum: «Angesichts der Finanzlage der Eidgenossenschaft, die gleichzeitig den grössten Beitragszahler im Finanzausgleich darstellt, erscheint diese Situation nicht mehr ausgewogen», begründet die Finanzkommission die Motion.

Pikant: Der Bundesrat empfahl die Motion zur Annahme. Doch dann setzte das Lobbying der Kantone ein. Sie taten sich zusammen, nahmen ihre Parla-

mentarier in die Pflicht. Interessant dabei: Die Geberkantone wirkten dabei auch erfolgreich auf die Nehmerkantone ein. Sie schlossen die Fronten.

Der Motion drohte letzte Woche der Absturz im Nationalrat. Die SVP-Fraktion lehnte sie ab. Und begründete dies unter anderem damit, es wirke überstürzt, «angesichts der angespannten Finanzlage der Eidgenossenschaft» nun einfach die Kassen der NFA-Geberkantone anzapfen zu wollen. Stattdessen gelte es, auf Ausgabendisziplin und Strukturreformen beim Bund zu setzen. Ablehnungsanträge stellten auch Parlamentarier aus den Geberkantonen Schwyz und Nidwalden. Es gelte, den neuen Wirksamkeitsbericht zum Finanzausgleich abzuwarten.

Wegen des Widerstands entschied sich die Finanzkom-

mission für den Rückzug. Vordergründig, weil der Text zu eng formuliert war. Hintergründig, um politisch kein falsches Signal auszusenden, dass das Parlament keine Änderungen beim Finanzausgleich wolle.

Der Tessiner FDP-Nationalrat Alex Farinelli begründete den Rückzug im Parlament. Und schickte dabei auch eine Warnung an die Geberkantone: Die Unterschiede nähmen zu. Der nächste Schritt müsse mit dem echten Willen erfolgen, die bestehenden Probleme im Finanzausgleich anzugehen und das System anzupassen.

Oder anders gesagt: Es könne nicht sein, dass ein Kanton die Spitalkosten für die Bevölkerung übernehme und ein anderer nicht einmal das Geld habe, Bushaltestellen behindertengerecht umzubauen.

POINT FORT

En plein débat budgétaire, le législatif valide des nouveaux coûts en centaines de millions

PARLEMENT. Durant la session qui vient de s'achever, les Chambres ne se sont pas contentées de revoir à la baisse le programme d'allègement budgétaire visant à équilibrer les finances publiques.

Jonas Follonier

C'est le fait marquant de la session de printemps achevée vendredi: le Parlement a adopté, dans une version rognée d'un tiers environ, le plan d'économies porté par le Conseil fédéral. Ce dernier, prévoyant une modération de la croissance des dépenses de la Confédération de 8,5 milliards au total, avait pour objectif d'équilibrer les comptes pour 2027-2029. Ce paquet ayant été édulcoré, des débats houleux s'imposent chaque année pour respecter le frein à l'endettement. Un objectif qui sera d'autant plus difficile à atteindre que les élus ne cessent d'adopter des textes générant de nouvelles charges. Ainsi, durant cette session, les Chambres ont validé des crédits pour des aides limitées dans le temps, mais aussi des tâches entraînant des coûts récurrents et d'autres dont les effets financiers n'ont pas été estimés. D'un soutien au transport transalpin à l'allongement de certaines peines de prison, ces nouveaux postes représentent des dépenses supplémentaires pour les collectivités d'au moins 315 millions de francs sur cinq ans, soit 63 millions par an en moyenne. De quoi irriter le PLR et l'UDC, à l'heure où une taxation accrue de la consommation et du travail se profile. Tour d'horizon.

1. Aides limitées dans le temps

La session a débuté le 2 mars par le traitement d'un objet «urgent», le deuxième projet le plus coûteux adopté durant ces trois semaines (voir le tableau ci-contre): la loi d'aide aux victimes de l'incendie de Crans-Montana du 1^{er} janvier, qui s'est soldé par 41 morts et 115 blessés. Les Chambres se sont accordées sur une version légèrement remaniée par rapport à celle de l'exécutif. Les victimes – et leurs proches – toucheront une somme de 50.000 francs, mais le cercle des bénéficiaires a été étendu à certains cas de rigueur comme des blessés graves ayant pu rentrer chez eux le jour même. En outre, le législatif a accepté les 8,5 millions proposés par les sept Sages pour soutenir les cantons dans le financement de l'aide aux victimes. L'ensemble du projet adopté générera donc des dépenses de 17,6 millions. Le Parlement a en effet décidé de reporter le débat sur les 20 millions devant financer une table ronde avec les personnes concernées pour convenir d'accords à l'amiable. Lors des votations finales, plus d'élus ont rejeté le texte que



Dépenses. Durant la session qui s'est conclue vendredi (comme ici au Conseil des Etats), les Chambres ont validé des crédits pour des aides limitées dans le temps, mais aussi des tâches entraînant des coûts récurrents et d'autres dont les effets financiers n'ont pas été estimés.

lors des débats. Le conseiller national Philippe Nantermod (PLR/VS) a ainsi convaincu des membres de son groupe politique de s'opposer au projet. «Malgré l'horreur de ce drame, comment justifier d'indemniser ces victimes et pas celles d'autres catastrophes?» pointe le Valaisan. «Trop souvent, la majorité du Parlement génère des dépenses avec de bonnes intentions, mais en évitant de se poser les bonnes questions», estime le libéral-radical, qui aurait voulu séparer la question des 50.000 francs de celle de l'aide aux victimes, «qui est un mandat de la Confédération».

«J'en veux moins à Karin Keller-Sutter de faire ses prévisions de façon pessimiste, comme tout ministre des Finances, que de les utiliser comme rhétorique pour supprimer des prestations.»

Baptiste Hurni
Conseiller aux Etats (PS/NE)

La dépense la plus élevée décidée durant la session est moins circonstancielle. Elle concerne le prolongement du soutien à l'exploitation du transport combiné transalpin de 2031 à 2035 et se monte à 250 millions de francs. «Si le marché

n'a pas réglé un problème de circulation après 10 ans, c'est que le moment est venu d'arrêter les subventions», regrette le conseiller national Manfred Bühler (UDC/BE). «On dépense trop pour le rail, abonde Philippe Nantermod. L'utilisateur devrait payer plus.»

2. Charges annuelles supplémentaires

Ce n'est pas que la majorité de centre gauche qui génère des dépenses pour la Confédération et les cantons. Ainsi d'un texte adopté vendredi par une majorité de droite demandant que la libération conditionnelle d'une peine de prison à vie ne soit plus envisagée avant 17 ans d'incarcération, contre 15 aujourd'hui. En 2018, un déte- nu représentait en moyenne une charge pour les cantons de 131.400 francs par an, selon des chiffres du Concordat latin sur l'exécution des peines. Actuellement, 16 personnes purgent une peine d'emprisonnement à vie, d'après le ministre de la Justice, Beat Jans. Un allongement de deux ans de réclusion pour chacun d'eux représenterait dès lors des coûts supplémentaires de quelque 4,2 millions par an pour les pouvoirs publics. «Plus il s'agit de donner des moyens à l'Etat pour remplir ses missions régaliennes, plus une dépense est justifiée, sou-

tient Manfred Bühler. Cela vaut aussi pour l'armée.» Philippe Nantermod se dit lui aussi partisan d'une hausse importante des dépenses militaires, «la seule hausse significative que je soutiens, mais en compensant d'autant ailleurs». Il s'agit de la grande pomme de discorde sous la Coupole. Tandis que le camp bourgeois – Centre y compris – souhaite porter les charges de l'armée à 1% du PIB d'ici à 2032, la gauche s'y oppose. Elle qui – avec Le Centre – veut développer le volet public de la prévoyance vieillesse et santé, contre l'avis du PLR et de l'UDC. «Les allocations pour perte de gains ne sont pas comprises dans le calcul présenté des dépenses militaires en pourcentage du PIB et atteignent plus de 2 milliards de francs par an, remarque le conseiller aux Etats Baptiste Hurni (PS/NE). En outre, le réflexe du Conseil fédéral de recourir au rhaussement de la TVA (ndlr: Martin Pfister, en charge de la Défense, a proposé en janvier une augmentation de 0,8 point pour financer un rééquipement de l'armée) est devenu préoccupant, tant cet impôt est antisocial surtout quand il dépasse un certain taux.» Son parti soutient en revanche un relèvement des cotisations salariales pour financer la 13^e rente AVS: «C'est de l'argent que retrouvent les assurés une fois à la

retraite», déclare l'élu. D'autres textes adoptés en mars ajoutent des dépenses annuelles au budget de la Confédération. C'est le cas notamment de mesures contre le racisme et l'antisémitisme. Manfred Bühler y était opposé: «Il faudrait bannir systématiquement les plans contenant les termes 'sensibilisation' ou 'information', car ils signifient à chaque fois des coûts pour des effets nuls ou non mesurables.»

3. Dépenses non quantifiées

Plusieurs autres projets ont passé la rampe lors de la session, sans que leurs incidences financières n'aient fait l'objet d'une estimation.

DÉPENSES VALIDÉES À LA SESSION PARLEMENTAIRE DE MARS

Objet	Montant (en francs)
Prolongation des contributions d'exploitation dans le transport combiné transalpin de 2031 à 2035	250 millions au total
Soutien aux victimes de l'incendie de Crans-Montana	17,6 millions
Mise en place d'un registre national d'adresses postales des personnes physiques	9,8 millions pour la mise en place et 1,7 million de frais fixes annuels
Liberté conditionnelle envisageable après 17 ans d'emprisonnement au lieu de 15	4,2 millions par an (estimation)
Inscription dans le budget des mesures contre le racisme et l'antisémitisme	2 millions par an (estimation)

AGEFI / Services du Parlement

Cela vaut notamment pour une motion visant une meilleure protection des femmes enceintes au travail, une autre qui réclame au Conseil fédéral une stratégie globale de stockage de l'énergie assortie d'un plan d'action ou une troisième visant à renforcer la sécurité dans les trains. Cette dernière décision implique à elle seule «de présenter un plan national visant à renforcer la sécurité dans les trains, en collaboration avec les CFF, les autres entreprises de transport et les cantons», «d'introduire des patrouilles systématiques de la police des transports sur les itinéraires les plus sensibles» ou encore «de renforcer la formation et le soutien du personnel ferroviaire dans la gestion des situations à risque». Autant de mesures pesant sur l'équilibre financier de la Berne fédérale. «La Confédération n'a pas de problème de financement, tempête Baptiste Hurni. Les comptes fédéraux se sont soldés par un excédent de 300 millions de francs en 2025 alors même qu'un déficit de 800 millions avait été budgété et qu'une charge imprévue de 850 millions est venue s'ajouter à l'exercice. Cela a été la même histoire les deux années précédentes. J'en veux moins à notre grande argentièrre Karin Keller-Sutter de faire ses prévisions de façon pessimiste, comme tout ministre des Finances, que de les utiliser comme rhétorique pour supprimer des prestations.»

4. Coût du zèle parlementaire

Les élus ont tellement de matière à traiter – en particulier les projets qu'ils déposent eux-mêmes – qu'ils devront faire une session de rattrapage en mai. Cette dernière, qualifiée de «spéciale» est devenue une habitude au fil des années et figure même dans le calendrier

mercredi 25 mars 2026

du Parlement depuis 2009. Le nombre d'actes législatifs – qui s'est enrobé d'un tiers entre 2000 et 2020 suit ce zèle parlementaire.

«La croissance continue de l'Etat est un problème, car en plus d'induire des dépenses, elle enlève de plus en plus de libertés aux citoyens, regrette Philippe Nantermod. Le nombre d'objets traités par session devrait être limité.» D'autres élus, à l'instar de la conseillère nationale Magdalena Martullo-Blocher (UDC/GR), ont tenté, sans succès, d'introduire une règle «one in, one out»: à chaque nouvelle loi adoptée, une autre devrait être abrogée. De son côté, le groupe de réflexion libéral Avenir Suisse propose de faire de la session de mai une semaine consacrée à la suppression de textes en vigueur.

«Notre majorité bourgeoise a tout de même réussi à maintenir deux tiers de ce plan d'économies. C'est un pas dans la bonne direction pour maintenir le cadre libéral qui permet à la Suisse de ne pas étouffer ses contribuables.»

Manfred Bühler

Conseiller national (UDC/BE)

5. Dépenses importantes évitées

Certaines nouvelles charges décidées en mars consistent en des investissements. C'est le cas des coûts uniques de 9,8 millions pour la mise en place d'un registre national d'adresses postales des personnes physiques. Cette mesure, qui s'accompagne de frais annuels de 1,7 million, devrait permettre d'économiser à terme entre 2,6 et 11,3 millions de francs par an selon l'administration fédérale. En outre, plusieurs milliards de francs auraient creusé les budgets publics si toutes les idées sur la table des parlementaires durant cette session avaient été acceptées. «Nous nous en sortons plutôt bien, même si le plus grave reste le détricotage du paquet d'allègement budgétaire», commente Philippe Nantermod.

«Notre majorité bourgeoise a tout de même réussi à maintenir deux tiers de ce plan d'économies, tempère Manfred Bühler. C'est un pas dans la bonne direction pour maintenir le cadre libéral qui permet à la Suisse de ne pas étouffer ses contribuables.» Le président de la Chambre haute, Stefan Engler (Le Centre/GR), n'a pas dit autre chose au moment de conclure la session comme à l'accoutumée, en citant un proverbe rhéto-roman, dans la variante régionale du valler: «Pour monter à l'échelle, il faut commencer par le premier échelon.»■

(En collaboration avec Robin Smania)

L'UDC lance la bataille des 10 millions

VOTATION DU 14 JUIN Les partisans de l'initiative «pour la durabilité» ont présenté hier à Berne leurs arguments en faveur d'un plafond démographique censé «protéger la Suisse»: les étrangers sont clairement visés et la campagne s'annonce musclée

ANNICK CHEVILLOT, BERNE

A trois mois du vote sur l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!», les membres du comité ont lancé hier à Berne leur campagne pour «protéger la Suisse» face à l'immigration démesurée. Les cinq élus présents pour défendre le projet sont tous UDC et ont évoqué différents aspects de la situation migratoire en Suisse, qu'ils dénoncent en bloc.

A commencer par Marcel Dettling, conseiller national (SZ) et président du parti: «Nous voulons une Suisse où il fait bon vivre. Nous voulons que nos enfants et petits-enfants puissent profiter d'un pays prospère, sûr et harmonieux. Mais chaque année, 100 000 personnes supplémentaires sont entassées dans le pays, mettant à rude épreuve nos écoles, nos hôpitaux, nos routes et nos trains. Cette spirale doit cesser. Nous avons un problème fondamental d'immigration: trop d'étrangers arrivent et ce ne sont pas les bons. Il faut rectifier le tir.» Et d'ajouter: «La grande majorité de la population suisse ne tire aucun bénéfice de cette immigration démesurée. Elle en subit les conséquences négatives.»

Reprendre le contrôle, surveiller les frontières

Le ton a été donné d'emblée: l'UDC veut reprendre le contrôle, surveiller les frontières et en finir avec les abus en tous genres, surtout au niveau de l'asile. Le conseiller national Thomas Matter (ZH) a insisté sur la gravité de la situation: «Depuis 2002, plus de 1,5 million d'étrangers sont arrivés en Suisse et notre population étrangère représente aujourd'hui 28%. Dans le même temps, plus d'un million d'étrangers ont été naturalisés. Chaque année, 25 000 à 30 000 demandeurs d'asile s'installent dans notre Etat



De gauche à droite, les conseillers nationaux UDC Céline Amaudruz (GE), Thomas Matter (ZH), Sandra Sollberger (BL) et Marcel Dettling (SZ) hier à Berne. (PETER SCHNEIDER/KEystone)

social. Rien qu'au niveau fédéral, nous dépensons 4 milliards de francs pour ce fléau qu'est l'asile.»

Les deux cadors du parti tiennent également à souligner que même si l'initiative était acceptée, environ 40 000 personnes pourraient encore immigrer en Suisse chaque année. Un chiffre qui correspond aux travailleurs qualifiés dont l'économie a besoin, aux réfugiés avec droit de

séjour et au regroupement familial. «Il n'y a donc pas de plafond démographique fixe, a encore insisté Thomas Matter. Ce sont là de fausses informations délibérées véhiculées par les opposants à l'initiative.» Un texte qui demande pourtant que des mesures limitant l'immigration soient prises dès que la population franchit le seuil de 9,5 millions de personnes.

De son côté, la conseillère nationale et vice-présidente de l'UDC, Céline Amaudruz (GE), a évoqué la sécurité comme argument central du projet. Selon elle, les cantons romands sont confrontés à un chaos sécuritaire. Et de rappeler que les prisons du pays sont peuplées à «70% par des étrangers». A cela s'ajoutent les Suisses naturalisés: «Leur surreprésentation dans nos prisons est de

138% en 2025, par rapport aux Suisses nés Suisses. Cessons de nous mentir à nous-mêmes: la Suisse a un très gros problème de sécurité à cause de son immigration, notamment sa politique d'asile et sa politique de naturalisation.»

Sandra Sollberger, conseillère nationale (BL), a, quant à elle, mis l'accent sur le fait que «beaucoup de gens ne se sentent plus à l'aise

dans notre pays, ne s'y sentent plus en sécurité. Ils en ont assez de la criminalité importée, des cambrioleurs, des trafiquants de drogue et des profiteurs de l'asile qui se montrent agressifs et bafouent nos règles. Beaucoup le disent: nous sommes de plus en plus étrangers dans notre propre pays. La population suisse en a assez qu'on minimise les problèmes liés à l'immigration.»

«La grande majorité de la population ne tire aucun bénéfice de cette immigration démesurée. Elle en subit les conséquences»

MARCEL DETTLING, PRÉSIDENT DE L'UDC

Enfin, le conseiller aux Etats Marco Chiesa (TI) a évoqué la pression étrangère au Tessin et ses conséquences: «La criminalité importée a massivement augmenté. Il ne se passe pratiquement pas un jour sans violence, cambriolages, vols, harcèlement sexuel et viols. Notre message est clair: nous ne sommes pas contre les immigrés. Nous sommes pour la Suisse.» Et de comparer l'immigration à l'eau: «Si on la canalise, elle arrose le jardin. Si elle arrive sans contrôle, elle se mue en un déluge destructeur.»

Pour les initiateurs, limiter l'immigration permettrait d'offrir un avenir durable au pays. Ils ne disent en revanche pas un mot sur les conséquences d'un tel choix. ■

Wie sich die Schweiz tatsächlich durch die Weltpolitik wurstelt

Politprinzip von Ignazio Cassis In einer unruhigen Welt müsse sich die Schweiz durchwursteln, sagt der Aussenminister. Ist das Ausdruck von gesundem Menschenverstand – oder doch eher ein Mangel an Strategie? Zeit für den Test.

Fabian Fellmann
und Benno Tuchschnid

Was sich Ignazio Cassis wohl dabei gedacht hat? Träumte er schon vom Mittagessen während des Interviews mit CH Media? An saftige Luganighe oder Kalbsbratwurst mit Senf?

Ungläubig fragten die Journalisten nach, als der Aussenminister darüber philosophierte, «wie wir uns in dieser unruhigen Welt am besten durchwursteln können».

Durchwursteln?
Das sei kein Makel, sagte Cassis. «Ich sehe darin eher eine schweizerische Kernkompetenz: den besten Weg zu finden, um unsere Interessen zu wahren – Schritt für Schritt, mit gesundem Pragmatismus».

Die Ausführungen des FDP-Bundesrats werfen grundsätzliche Fragen auf. Ist die Aussenpolitik der Schweiz prinzipienlos und nur auf den eigenen Vorteil bedacht? Oder ist sie vielmehr schlau und geprägt von gesundem Menschenverstand?

An den für die Schweiz wichtigsten ausserpolitischen Themen lassen sich diese Fragen beispielhaft beantworten – vom Umgang mit Donald Trump bis zum Tauziehen mit Ursula von der Leyen, der Präsidentin der EU-Kommission.



Soll sich die Schweiz geopolitisch einfach durchwursteln, wie es Aussenminister Ignazio Cassis fordert? Collage: Michael Treuthardt. Fotos: Raphael Moser, Marco Zangger, AFP, Getty Images

1 Ignazio Cassis und seine ausserpolitische Doktrin

Bemerkenswert ist, dass der Aussenminister in dem Interview nur Interessen erwähnte – nicht aber Werte. Evelyne Schmid, Völkerrechtlerin an der Universität Lausanne, ruft die ausserpolitischen Ziele der Bundesverfassung in Erinnerung. «Zu diesen Zielen gehören die Wahrung der Unabhängigkeit und Wohlfahrt der Schweiz und das friedliche Zusammenleben der Völker. Diese stehen alle in Wechselwirkung zueinander», sagt Schmid. «Die Aussenpolitische Strategie der Schweiz weist ausdrücklich darauf hin, dass Interessen und Werte «einander bedingen.» Die Strategie hat Cassis verantwortet.

Scharf formuliert es der ehemalige Spitzendiplomat Georges Martin. «Sich durchwursteln zu wollen, ist erbärmlich», sagt er. «Es ist, als ob unser Aussenminister gar nicht da wäre. Wenn etwas schief läuft, ist er einfach still, er will keine Risiken eingehen.»

Durchwursteln sei nicht mit Prinzipienlosigkeit zu verwechseln, bemerkt Thomas Greminger, Direktor des Genfer Zentrums für Sicherheitspolitik. «Ich finde es originell, dass Bundesrat Cassis einen negativ besetzten Begriff umdeutet, um eine wichtige Grundsatzdebatte loszutreten.» Wie die Schweiz an Grundwerten wie Menschenrechte und Demokratie festhalten, aber ihre limitierten Spielräume ausschöpfen kann. «Das ist ein Hochseilakt», sagt Greminger.

Ignazio Cassis redet von Durchwursteln, vergisst aber die Werte. Er tritt damit eine Grundsatzdebatte los, in der er sich selbst unklar ausdrückt.

Wurstelfaktor

2 Wladimir Putin und die Ukraine-Sanktionen

Wladimir Putins Angriffskrieg gegen die Ukraine war schon seit drei Jahren im Gang, als Cassis 2017 Bundesrat wurde. Nach der Grossinvasion im Februar 2022 verurteilte er als Bundespräsident den völkerrechtswidrigen Angriff aufs Schärfste. Doch der Bundesrat versäumte es, die Sanktionen der EU gegen Russland sofort zu übernehmen. Als er deswegen in die Kritik geriet, korrigierte er seinen Kurs wenige Tage später. Dabei beschloss der Bundesrat, die Exportverbote auch auf die Ukraine anzuwenden: Neutralität.

Kritik daran kommt von allen Seiten. Alt-Bundesrat Christoph Blocher etwa sagt: «Vom Durchwursteln halte ich nichts.» Der SVP-Doyen will die Neutralität in die Bundesverfassung schreiben, die Abstimmung darüber dürfte im Herbst stattfinden: «Die Neutralität ist bei Politikern nicht beliebt, weil sie überall mitmachen möchten, aber die Neutralität schützt die Bürger.» Als der Bundesrat die Sanktionen gegen Russland übernommen habe, habe er dem Druck der USA und der Grossbanken nachgegeben, kritisiert er. Seither sei die Schweiz für Russland Kriegspartei.

Andere bemängeln, der Bundesrat nehme viel zu viel Rücksicht auf Putin. Russland hat die UNO-Charta mit dem Angriff auf die Ukraine in krasser Weise verletzt. Es wäre darum neutralitätsrechtlich vertretbar, wenn die Schweiz die Lieferung von zivilen Gütern mit militärischem Nutzen an Moskau verbietet, an die Ukraine hingegen erlaubt. Beispiele dafür wären Schutzwesten oder Drohnen. Die offizielle Schweiz hält unter dem Strich in der schwierigen Beziehung mit Russland einige

Werte hoch – doch sie versucht auch, Moskau wo möglich entgegenzukommen.

Wurstelfaktor

3 Das Gezerre mit Ursula von der Leyen um die Verträge mit der EU

Das bisher wichtigste Dossier von Cassis ist die Erneuerung der Bilateralen mit der EU. 2021 landete er damit in einer Sackgasse, der Bundesrat brach die Verhandlungen mit Ursula von der Leyen ab. Soeben hat Cassis eine neue Vorlage durch den Bundesrat gebracht.

Jakob Tanner, emeritierter Geschichtspräsident, findet lobende Worte. «Bei der Europapolitik verfolgt er einen pragmatischen Ansatz mit einem strategischen Ziel: Die Schweiz muss ihre Beziehung zur EU regeln. Dadurch gewinnt sie neue Handlungschancen und nimmt dafür gewisse Abstriche bei der nationalen Souveränität in Kauf.» Für Tanner unterscheidet sich dieser Ansatz vom Durchwursteln. «Wer sich durchwurstelt, hat kein Ziel, verzichtet auf Reflexion und verhält sich rein reaktiv. Das Resultat ist zufällig.» Cassis verhandelte mit der EU, während Wirtschaftsminister Guy Parmelin mit den Gewerkschaften und den Arbeitgebern eine innenpolitische Einigung suchte. Ganz ohne Durchwursteln ging es auch in diesem Dossier nicht, etwa beim Abbruch der Verhandlungen 2021.

Wurstelfaktor

4 Der Zollstreit mit Donald Trump

Als Donald Trump am WEF in Davos mit Unflätigkeiten um sich warf, empfing ihn Bundes-

präsident Guy Parmelin mit unterwürfigem Lächeln und überschwänglichen Komplimenten. Das Verhalten des Bundespräsidenten steht beispielhaft dafür, wie die Schweiz mit dem wichtigsten Handelspartner hinter der EU umgeht. Im Zollstreit schickte Bern sogar eine Abordnung reicher Unternehmer ins Oval Office vor, um Trump mit einem Goldbarren gnädig zu stimmen.

Selbst scharfzüngige Kritiker wie Georges Martin attestieren dem Bundesrat, richtig gehandelt zu haben. «Trump ist launisch und unberechenbar. Da muss die Aussenpolitik alle Mittel einsetzen, die sie braucht», sagt der ehemalige Diplomat. «Da muss man sich anpassen.»

Auch der frühere Spitzendiplomat Thomas Greminger sagt: «Die Schweizer Verwaltung hat nach bestem Wissen und Gewissen und mit unorthodoxen Mitteln einen Deal verhandelt. Doch der Schweiz wurde auch schonungslos vor Augen geführt, dass ihr politisches Gewicht einfach nicht ausreicht – und sie dem Willen Trumps ausgeliefert ist.» Die Schweiz müsse sich in solchen Fragen künftig mit Europa und anderen Mittelmächten – wie sie der kanadische Ministerpräsident Mark Carney nennt – zusammenschliessen.

Im Zollstreit mit den USA wurstelt sich die Schweiz durch, um die Wirtschaft zu schützen. Je nach politischer Wertung durchaus in jener positiven Bedeutung, die Cassis darin sieht.

Wurstelfaktor

5 Die Kriege von Trump und Benjamin Netanyahu

Als Raketen in Teheran einschlugen, wollte der Bundesrat zu-

nächst nicht von einem Krieg reden. Cassis wollte Zeit gewinnen in der Hoffnung, dass US-Präsident Donald Trump und Israels Ministerpräsident Benjamin Netanyahu die Luftschläge einstellen würden, bevor die Schweiz Konsequenzen ziehen müsste. Thomas Greminger sieht «eine politisch legitime Abwägung, dass man in der jetzigen Phase Trump möglichst nicht verärgern will». Mit zunehmender Dauer des Kriegs werde man aber keine Rüstungsgüter mehr liefern dürfen.

Die Schweiz versucht Washington möglichst zu besänftigen, weil sie dort Kampffjets und Abwehraketen bestellt hat. Mit Israel hingegen hat sie die Rüstungsgeschäfte längst stark eingeschränkt.

Konsequenter ist Bern mit Worten. «Zum Angriff auf Venezuela hat die Schweiz ein sehr gutes Communiqué veröffentlicht, das die Verletzung des Gewaltverbots durch die USA klar benannte», sagt die Völkerrechtlerin Evelyne Schmid. «Zu Israels Verstössen gegen das Völkerrecht gibt es immer wieder gute Stellungnahmen, oft aber erwähnt die Schweiz auch wichtige Punkte einfach nicht.» Schmid sagt, der Kleinstaat habe ein Interesse daran, dass das Völkerrecht eingehalten werde: «Wenn sich alle Staaten durchwursteln und das Völkerrecht nicht mehr entschlossen verteidigen, beschleunigt sich dessen Erosion zusätzlich.»

Mit Worten ist die Schweiz also einigermaßen konsequent, wenn es um die Interessen der Rüstungsindustrie geht, macht sie aber Abstriche.

Wurstelfaktor

6 Schwierige Beziehungen mit Xi Jinping in China und den iranischen Mullahs

Ausgerechnet im Umgang mit autoritären Regimes fällt es der Schweiz oft schwer, Klartext zu reden. Historiker Jakob Tanner sagt: «In der China-Politik ist Ignazio Cassis der ganz klassische konzeptlose Durchwurstler.» China versuche, mit einer eigenen Organisation den Internationalen Gerichtshof der UNO zu unterlaufen. «Und was tut die Schweiz? Sie prescht vor und unterstützt das Vorhaben als einziges westliches Land mit einem «Beobachterstatus.» Die Schweiz hat seit 2014 ein Freihandelsabkommen mit China, unterstützt dessen umstrittene Road-and-Belt-Initiative, zumindest zurückhaltend, und hütet sich davor, sich allzu sehr an die Seite von Taiwan zu stellen.

Widersprüchlich ist auch die Beziehung zu den iranischen Mullahs. Die Schweiz kritisierte es zwar, als der Iran begann, arabische Golfstaaten zu beschiesse – nannte die Urheberchaft aber nicht explizit. Als das Regime Zehntausende Iranerinnen und Iraner massakrierte, bestellte die Schweiz den Botschafter ein und übte Kritik. «Aber wir müssen das mit einer gewissen Zurückhaltung tun. Es geht um die Interessen des Landes: die Sicherheit, die Unabhängigkeit, den Wohlstand», rechtfertigte das Cassis. Mitte-Nationalrat Gerhard Pfister wirft ihm vor, zu sehr auf das Schutzmandat zu schielen und damit ein Unrechtsregime zu stärken. Im Umgang mit autoritären Regimes wurstet der Bundesrat besonders gern vor sich hin, insbesondere bei China.

Wurstelfaktor

Entweder Tausende Windräder oder zwei neue AKW – was wählt die Schweiz?

Kehrtwende in der Atomfrage Nach Bundes- und Ständerat hält nun auch der Energiekonzern Axpo den Bau neuer AKW für eine Lösung, damit der Schweiz der Strom nicht ausgeht. Allerdings geknüpft an eine klare Bedingung.

Benjamin Bitoun

«Verrat an der Energiewende», «bedenkliche Rolle rückwärts» oder «wichtiger Paradigmenwechsel»: Kaum je zeigt sich die politische Zugehörigkeit deutlicher als in der Wortwahl, mit der die politische Kehrtwende in der Atomfrage beschrieben wird.

Während nach dem Bundesrat auch der Ständerat neue AKW wieder zulassen will, reagierten die Energiekonzerne dazu stets ausweichend oder ablehnend – bis jetzt.

In einer gestern veröffentlichten Analyse zur Energieversorgung legt die Axpo die Zurückhaltung ab. Die grösste Stromproduzentin des Landes warnt: «Macht die Schweiz weiter wie bisher, ist die Stromversorgung gefährdet – mit enormen Risiken und Kosten für Wirtschaft und Gesellschaft.»

Der Energiekonzern sieht zwei Möglichkeiten, damit der Schweiz künftig nicht der Strom ausgeht: Eine trägt dem politischen Comeback der Atomenergie und jüngsten Umfrageergebnissen Rechnung, wonach eine Mehrheit der Befragten den Bau neuer AKW wieder ermöglichen möchte.

Die beiden Szenarien der Axpo-Energieexperten

Konkret skizzieren die Energieexperten der Axpo zwei Pfade zu einer CO₂-armen Energieversorgung. Szenario 1 setzt auf einen markanten Ausbau von Windkraft und Photovoltaik, ergänzt durch Gaskraftwerke, die im Winterhalbjahr verlässlich den fehlenden Strom produzieren.

Die grössere politische Sprengkraft birgt Szenario 2. Dieses sieht ein Comeback der Atomkraft in der Schweiz und den Neubau von zwei grossen Kernkraftwerken vor. Damit befeuert der Konzern den Kurswechsel, den Energieminister Albert Rösti (SVP) als Antwort auf die «Blackout-Initiative» der Initianten um Multimillionär Daniel Aegerter angestossen hat.

Anstatt auf neue Standorte zu setzen, könnten die modernen Grossreaktoren dort entstehen, wo bereits heute AKW stehen – etwa in Gösgen oder Leibstadt. Das würde laut der Axpo den Bedarf an massiven Eingrif-



Das Kernkraftwerk Leibstadt: An dieser Stelle könnte gemäss der Axpo nach Betriebsende ein neues AKW gebaut werden. Foto: Madeleine Schoder

fen in die Landschaft durch Tausende neue Windräder deutlich reduzieren.

Der Staat müsste die hohen Kosten selber tragen

Auf den ersten Blick scheint die Kehrtwende der Axpo in der Atomfrage erstaunlich. Neue AKW? «Lohnt sich nicht», winkten die Spitzen der grossen Schweizer Energiekonzerne bis-



Christoph Brand, Chef des Stromkonzerns Axpo. Foto: PD

lang stets ab. Unmittelbar nach dem Entscheid von Bundesrat Rösti zur Aufhebung des Neubauverbots stellte Axpo-CEO Christoph Brand unmissverständlich fest: «Die Wirtschaftlichkeit neuer Kernkraftwerke heutiger Generation ist in der Schweiz nicht gegeben.»

Aus diesem Grund knüpft die Axpo den Neubau von AKW an strenge finanzielle Bedingungen: Ohne staatliche Risikoübernahme stehe ein AKW-Neubau für die Axpo «aufgrund untragbarer finanzieller Risiken» aktuell nicht im Vordergrund. Das heisst: Wollen Bundesrat, Parlament und die Stimmbevölkerung ein Comeback der Kernkraft, müssen sie die Kosten selber tragen. Der Konzern sieht sich primär in der Rolle einer Betreiberin, während die finanziel-

le Verantwortung beim Bund liegen müsste.

Hintergrund sind die Erfahrungen aus den USA, Finnland oder Frankreich, wo neue Kernkraftwerke sehr viel teurer wurden als geplant. Für das französische Flamanville beispielsweise bezifferte der französische Rechnungshof die Gesamtkosten zuletzt auf über 22,6 Milliarden Euro – ein Vielfaches der ursprünglichen Schätzungen.

Die Winterstromlücke als Auslöser

Laut der Axpo ist ein Realitätscheck in der Energiepolitik vor allem deshalb dringend nötig, weil die Schweiz vor einer grossen Versorgungslücke im Winter steht. Sie warnt: «Allein der geplante Ausstieg aus der Kernenergie führt zum Wegfall von mehr als ei-

nem Drittel der heutigen inländischen Winterstromproduktion.»

Gleichzeitig komme der Ausbau der Erneuerbaren zu langsam voran. Wasserkraft bleibt laut der Axpo zwar das Rückgrat der Versorgung, hat aber kaum noch Ausbaupotenzial. Gleichzeitig stosse der forcierte Solarausbau im Winter an seine Grenzen, da Photovoltaikanlagen in den dunklen Monaten nur einen Bruchteil ihrer Leistung erbringen.

Der Strom in den dunklen Wintermonaten könnte zunehmend auch aus Schweizer Windparks stammen. Doch bis neue Windräder – wenn überhaupt – ans Netz gehen, dauert es im Schnitt 15 Jahre.

Erschwerend kommt hinzu: Durch die Dekarbonisierung des Verkehrs, der Heizungen sowie durch den Hunger von Rechen-

zentren und künstlicher Intelligenz verschärft sich der Stromengpass stärker als ursprünglich prognostiziert. Laut der Analyse der Axpo sind allein für das Winterhalbjahr rund 25 Terawattstunden zusätzlicher Strom nötig. FDP-Ständerat Thierry Burkart bezeichnete eine mögliche Strommangellage jüngst als «mit Abstand das teuerste und grösste Risiko» für das Land.

Keine staatliche Förderung von Solaranlagen mehr?

Unabhängig vom gewählten Szenario fordert die Axpo bereits jetzt rasche Änderungen in der Energiepolitik. Zwar steht bei den Massnahmen der Langzeitbetrieb der bestehenden Kernkraftwerke ganz oben. Doch besonders brisant für Hunderttausende private Hausbesitzer ist ein anderer Punkt: Die Axpo fordert eine radikale Kehrtwende bei der staatlichen Förderung von Solaranlagen.

Das bisherige «Giesskannenprinzip» solle beendet werden. Stattdessen sollten Fördermittel künftig ausschliesslich dorthin fliessen, wo sie den grössten Nutzen für die Winterversorgung bringen. Konkret schlägt der Konzern vor, Subventionen künftig über Auktionen zu vergeben. Das bedeutet: Wer Winterstrom am günstigsten produzieren kann – ob durch Windkraft, Gas oder Gross-AKW –, erhält den Zuschlag.

Die Folge: Private Solaranlagen auf Hausdächern, die ihre Energie vor allem im Sommer produzieren, würden auf einen Schlag ihren Anspruch auf finanzielle Förderung verlieren.

Kritik vom WWF und von der Energie-Stiftung

Verrat an der Energiewende? Paradigmenwechsel? Neben neuen AKW dürfte auch der Solar-Vorschlag unter der Bundeshauskuppel zu reden geben. Harsche Kritik an den Berichten gibt es schon jetzt – etwa vom WWF, von der Solarlobby oder der Schweizerischen Energie-Stiftung. Letztere wirft der Axpo vor, aus «Geschäftsinteressen» die Potenziale von Photovoltaik und Effizienzgewinnen systematisch zu unterschätzen, um die Atomkraft zu rehabilitieren.

Mercosur, Australie, l'UE joue le libre-échange



Le premier ministre australien, Anthony Albanese, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, à Canberra, le 24 mars. DAVID GRAY/AFP

Virginie Malingre

La Commission européenne a annoncé avoir signé un nouvel accord commercial, cette fois avec Canberra

BRUXELLES - *bureau européen*

Dans un monde où les Etats-Unis sont de plus en plus protectionnistes et où l'offensive chinoise pour conquérir de nouveaux marchés est sans précédent, l'Union européenne (UE) s'est lancée dans une course effrénée aux traités de libre-échange. Malgré les réticences en Europe, car ces nouveaux accords peuvent lui donner accès aux matières premières critiques dont elle manque tant, quand Pékin comme Washington n'hésitent plus à instrumentaliser ses dépendances.

Lundi 23 mars, la Commission, qui, en matière commerciale, officie au nom des Vingt-Sept, a ainsi annoncé que le traité de libre-échange entre l'UE et les quatre pays fondateurs du Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay, Paraguay) entrerait en vigueur dès le 1^{er} mai, sans attendre sa ratification par le Parlement européen. Au même moment, sa présidente, Ursula von der Leyen, était en Australie, où elle s'apprêtait à conclure un autre accord.

Après le Mercosur et l'Inde, c'est « une véritable *“trilogie commerciale”* », s'est-elle félicitée, dans une tribune publiée par plusieurs journaux européens, dont *Ouest-France*, avant de retrouver à Canberra, mardi, le premier ministre australien, Anthony Albanese, et d'y acter la fin des négociations. Ce texte doit maintenant être traduit en termes juridiques, avant d'être ratifié par les Etats membres et le Parlement européen.

Colère des agriculteurs

Dans le cas de l'Australie aussi, le retour de Donald Trump à la Maison Blanche a eu pour effet de relancer les échanges entre les deux parties, qui avaient commencé en 2018 et avaient échoué en 2023, sur les quotas d'importation d'agneaux et de bœufs sur le Vieux Continent accordés à l'Australie. « *Dans un monde marqué par les conflits et la coercition économique* », l'UE cherche à nouer « *des partenariats solides et diversifiés avec des alliés de confiance* », martèle Ursula von der Leyen, qui insiste sur la démocratie fiable qu'est l'Australie.

L'accord avec Canberra renforcera les liens avec la région indo-pacifique, il « *mettra fin aux droits de douane sur la plupart des échanges entre l'UE et l'Australie et pourrait faire augmenter le PIB européen de 4 milliards d'euros d'ici à 2030* », poursuit-elle. Mais c'est sur l'accès qu'il garantit aux précieuses matières premières stratégiques de l'Australie, à commencer par le lithium, le cobalt, les terres rares ou le manganèse, indispensables à la transition verte de l'économie européenne, que Bruxelles insiste plus encore.

Soucieuse de ne pas attiser la colère des agriculteurs, notamment en France, où l'accord avec le Mercosur rassemble contre lui tous les partis politiques et a laissé des cicatrices, la Commission a limité les volumes de vente avec des droits de douane réduits au sein de l'Union pour le bœuf (30 600 tonnes par an), l'agneau, mais aussi le sucre, le riz et les produits laitiers australiens. Elle a prévu des « *clauses de sauvegarde* », si les importations agroalimentaires australiennes devaient s'envoler. « *L'agriculture ne peut pas, une fois de plus, être traitée comme une monnaie d'échange pour obtenir des gains dans d'autres secteurs* », a néanmoins prévenu Massimiliano Giansanti, le président de la COPA-Cogeca, un regroupement d'organisations syndicales et professionnelles agricoles européennes.

N'ayant pas obtenu ce qu'elle souhaitait dans le secteur agricole, l'Australie a décidé de maintenir une taxe sur les voitures de luxe européennes que l'Allemagne aurait bien voulu voir disparaître. Berlin peut toutefois se féliciter que l'accord avec le Mercosur, qui devrait largement profiter à BMW, Mercedes ou Volkswagen, entre en application en mai, sans avoir au préalable été adopté par le Parlement européen. Les eurodéputés ont, en effet, décidé, lors d'un vote très serré en janvier, de saisir la Cour de justice de l'UE à son sujet et d'attendre la décision des juges.

Face à la perspective d'être coincée pendant plusieurs mois et à la demande des Etats membres, à commencer par Berlin et Madrid, la Commission avait déjà annoncé, le 27 février, son intention d'agir sans attendre, ce à quoi les traités l'autorisent. Lundi, elle a précisé son calendrier. Dès lors que l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay ont déjà ratifié le traité de libre-échange – le Paraguay devrait suivre dans les prochains jours –, elle n'avait plus aucune raison de différer encore sa décision. Il s'agit donc d'une application provisoire, qui sera confirmée ou invalidée par un vote à venir à Strasbourg.

Quoi qu'en décident in fine les élus de Strasbourg, le 1^{er} mai, soit vingt-six ans après le début des négociations entre l'UE et le Mercosur, les échanges seront largement libéralisés entre ces deux espaces économiques qui représentent, ensemble, un marché de plus de 700 millions d'habitants. « *Je suis impatient de voir cet accord réaliser tout son potentiel, renforcer notre économie et consolider notre position dans le commerce mondial, tandis que nous finalisons toutes les procédures démocratiques* », a commenté le commissaire au commerce, Maros Sefcovic. Dans la « *trilogie commerciale* » d'Ursula von der Leyen, il y a aussi l'accord que l'Union et l'Inde ont scellé le 27 janvier. Il crée une union commerciale de deux continents qui représentent le quart du produit intérieur brut mondial.

Echaudée par le précédent du Mercosur – vivement combattu à Paris et clivant au Parlement européen –, la Commission a pris soin de limiter le champ des polémiques. Elle a, par exemple, exclu des discussions les produits agricoles les plus sensibles, comme le bœuf, le riz, le soja ou les produits laitiers. Elle a aussi refusé de céder aux pressions de New Delhi, qui souhaitait une exemption de la taxe carbone aux frontières européennes, notamment pour son acier. Comme dans le cas australien, le projet de traité doit encore être ratifié par les Vingt-Sept et le Parlement européen.